

DECRET N°7-180/PM-RM DU 6 JUIN 2007 FIXANT LE CADRE INSTITUTIONNEL DE L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES AU MALI

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret n°04-141/P-RM du 2 mai 2004, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Le présent Décret fixe le cadre institutionnel de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE).

ARTICLE 2 : Le Cadre institutionnel de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives comprend :

- un Comité de Supervision ;
- un Comité de Pilotage ;
- un Secrétariat Permanent.

Chapitre I : DU COMITE DE SUPERVISION

ARTICLE 3 : Le Comité de Supervision est chargé de :

- définir les grandes orientations politiques et stratégiques de l'ITIE ;
- approuver le plan d'action et les recommandations qui lui sont soumis par le Comité de Pilotage ;
- évaluer l'impact de la mise en œuvre de l'ITIE sur le Développement Durable et la Réduction de la Pauvreté.

ARTICLE 4 : Le Comité de Supervision est composé comme suit :

Président : Le Premier Ministre ;

Membres :

- le Ministre chargé des Mines ;
- le Ministre chargé des Finances ;
- le Ministre chargé des Petites et Moyennes Entreprises ;
- le Ministre chargé de l'Environnement ;
- le Ministre chargé des Industries ;
- le Ministre chargé des Collectivités Territoriales ;
- le Ministre chargé de la Communication ;
- le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire ;
- le Président du Conseil National de la Société Civile ;
- le Président de la Chambre des Mines.

Le comité de Supervision peut faire appel à toute personne ressource en raison de ses compétences

ARTICLE 5 : Le Comité de Supervision se réunit une fois par an en session ordinaire et en session extraordinaire, chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président.

Chapitre II : du Comité de Pilotage

ARTICLE 6 : Le Comité de Pilotage est chargé de :

- établir la concertation entre l'Etat, les entreprises du secteur extractif et la société civile ;
- élaborer les plans d'actions de l'ITIE ;
- approuver les formulaires de déclaration des revenus tirés par le gouvernement et de paiements effectués par les entreprises de l'Industrie Extractive ;
- veiller au renforcement des capacités des différents acteurs des Industries Extractives ;
- élaborer des plans de communication favorisant le débat public autour de la situation et du rôle du secteur extractif ;

ARTICLE 7 : Le Comité de Pilotage est composé comme suit :

Président : Le Ministre chargé des Mines ou son représentant.

Membres :

- trois représentants du Ministre chargé de l'Industrie ;
- deux représentants du Ministre chargé des Finances ;
- un représentant du Ministre chargé des Domaines de l'Etat ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Environnement ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Industrie ;
- un représentant du Ministre chargé des Collectivités Territoriales ;
- un représentant du Ministre chargé de la Communication ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire ;
- un représentant du Ministre chargé de la Justice ;
- deux députés de l'Assemblée Nationale ;
- un représentant du Haut Conseil des Collectivités ;
- un représentant par entreprise extractive ;
- cinq représentants du Conseil National de la Société Civile ;
- deux représentants de la Chambre des Mines.

ARTICLE 8 : Les membres du Comité de Pilotage sont nommés par arrêté du ministre chargé des Mines.

ARTICLE 9 : Le Comité de Pilotage se réunit une fois par trimestre en session ordinaire et en session extraordinaire chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président.

ARTICLE 10 : Le Comité de Pilotage comprend trois (3) commissions de travail :

- la commission collecte et audit ;
- la commission renforcement des capacités ;
- la commission communication.

Les missions et les modalités de fonctionnement des commissions sont fixés par le règlement intérieur du Comité de Pilotage.

Chapitre III : LE SECRETARIAT PERMANENT

ARTICLE 11 : Le Secrétariat Permanent a pour mission d'assister le Comité de Pilotage.

A ce titre, il est chargé de :

- participer à la préparation du plan d'action, du budget, du plan de financement et des documents de suivi du plan d'action ;
- veiller à la mise en œuvre du plan d'action ;
- assurer en rapport avec les structures concernées, la mise en application des décisions du Comité de Pilotage ;
- coordonner les activités des sous commissions ;
- suivre et faciliter le travail des auditeurs ;
- Produire les rapports périodiques sur l'évolution du processus ITIE et publier les résultats ;
- dresser les procès verbaux des réunions.

ARTICLE 12 : Le Secrétariat Permanent est composé de :

- un Secrétaire Permanent ;
- un économiste ;
- un juriste ;
- un expert en communication ;
- le personnel d'appui.

ARTICLE 13 : Les membres du Secrétariat Permanent sont nommés par Décret du Premier Ministre.

ARTICLE 14 : Le présent 18 juin 2007-Décret sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Bamako, le 6 juin 2007

**Le Premier Ministre,
Ousmane Issoufi MAIGA**

**Le Ministre de l'Economie
et des Finances,
Abou-Bakar TRAORE**

**Le Ministre des Mines de l'Energie
et de l'Eau,
Hamed Diane SEMEGA**

DECRET N°07-181/P-RM DU 6 JUIN 2007 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE A TITRE POSTHUME

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu le Décret N°93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des ordres nationaux.

DECRETE

ARTICLE 1^{ER} : Monsieur Moussa Badoulaye TRAORE, Maire du District de Bamako, est nommé au grade de CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MALI à titre posthume.

ARTICLE 2 : Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent Décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel.

Bamako, le 6 juin 2007

**Le Président de la République,
Amadou Toumani TOURE**